



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Service Prévention des Risques Anthropiques - Pôle Risques
Accidentels
5, rue Charles le Payen
CS 50551 - POLYGONE - Bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VAL'ERGIE

226 rue Victor Grignard
54710 Ludres

Références : -
Code AIOT : 0006200373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement VAL'ERGIE implanté 226 RUE VICTOR GRIGNARD 54710 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement VAL'ERGIE, implanté 226, rue Victor Grignard 54710 Ludres. La visite a pour objectif de s'assurer, par sondage, du respect des prescriptions relatives aux risques accidentels que peuvent présenter ces installations notamment au regard des risques générés par les équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :
- Code de l'environnement ;

- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL'ERGIE
- 226 RUE VICTOR GRIGNARD 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006200373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération de déchets non dangereux (DND) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI). L'unité d'incinération est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié. Cette installation, visée par la directive IED, est en outre assujettie au respect de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article L. 557-29	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la surveillance du parc des équipements sous pression soumis à suivi en service de la chaufferie exploitée par la société VAL'ERGIE sur le territoire de la commune de Ludres (54710). L'Inspection de l'Environnement est chargée, en application de l'article L. 557-46 du code de l'environnement, de la surveillance des équipements sous pression.

Les constats établis par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence les non-conformités suivantes :

- la liste des équipements prévue au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié est incomplète et contient des informations erronées ;
 - les dossier des équipements examinés par sondage ne comportent pas l'ensemble des informations requises par l'article 6-I de l'arrêté du 20 novembre 2017 ;
 - le programme de contrôle d'une tuyauterie ne comporte pas de critères d'acceptabilité permettant une surveillance effective de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement ;
- six équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 sont en retard de requalification périodique.

Compte tenu de ces constats, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport. L'Inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste d'équipements présentée (val'ergie 6 III - liste) est incomplète et contient des informations erronées. En effet, le régime de surveillance exigé par l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple n'est pas indiqué. Sur cette liste, un déshuileur compresseur 4 n°3295 AIRCOM ITALIE porte l'indication "AU CHÔMAGE". Après consultation de l'exploitant, l'équipement ne respecte pas les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage d'un équipement soumis en service (GCE 2021-01 rév.0 version du 03/12/2021). Cet équipement n'est donc pas au chômage mais considéré

en exploitation.

Il existe un risque que le déshuileur compresseur 4 n°3295 AIRCOM ITALIE soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 ne soit pas suivi car considéré "au chômage" ou à jour dans ses contrôles réglementaires.

La tuyauterie alimentant l'installation n'apparaît pas sur la liste des équipements. L'exploitant n'a pas su nous transmettre tous ses caractéristiques, notamment la PS de l'équipement.

Il existe un risque que cet équipement soit soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 alors qu'il est non suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.[...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :

[...]

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

Constats :

L'examen a été mené par sondage.

Le contrôle a porté sur cinq équipements suivis :

- Réacteur U2A : récipient n°2006-23 de marque AIRCOM ITALIE (PS = 21 bar , Volume =

1182L) ;

- Faisceau échangeur condenseur circuit HP : récipient n°94 200 A de marque DELAUNAY - 76. LE HAVRE (PS = 24 bar, Volume = 2780 L) ;
- Faisceau échangeur condenseur circuit BP : récipient n° 94 200 AA de marque DELAUNAY -76. LE HAVRE (PS = 4 bar, Volume = 8150 L) ;
- Tuyauterie barillet GTA : tuyauterie n° VH110 de marque WILHEM et CIE (PS = 50 bar, DN = 150 mm) ;
- Barillet : Accessoire de tuyauterie, n°1330/1 de marque WILHEM et CIE (PS = 50 bar, Volume = 640 L).

Les dossier des équipements suivant ne comporte pas l'ensemble des informations requises par l'article 6-I de l'arrêté du 20 novembre 2017.

- Réacteur U2A : récipient n°2006-23 de marque AIRCOM ITALIE (PS = 21 bar , Volume = 1182L) ne comporte pas de notice d'instruction, de plan et schémas. La soupape KSB n° 88700 tarée à 15 bar de l'équipement a été remplacée par une soupape H+VALVES n°10794 entre l'inspection périodique en date du 25/06/2019 et la requalification périodique en date du 15/09/2021 réalisées par l'organisme habilité ASAP. Le PV de tarage de la soupape H+VALVES n°10794 en date du 14/06/2023 par PrestoControle a été consulté. Aucune traçabilité concernant l'opération de changement de soupape n'apparaît dans le dossier d'exploitation.
- Tuyauterie barillet GTA : tuyauterie n° VH110 de marque WILHEM et CIE (PS = 50 bar, DN = 150 mm) : L'état descriptif est manquant.

Pour les cinq équipements, l'identification des accessoires de sécurité et leur paramètre de réglage n'est pas indiqué en dehors des attestations d'inspection et de requalification périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...]

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

[...]

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

Constats :

La tuyauterie barillet GTA WHILHEM ET CIE n° VH110 est suivi avec un programme de contrôle daté du 13/05/2020 (rév-01). Celui-ci identifie les zones particulières à examiner, les dégradations potentielles, les méthodes de contrôle et périodicité.

Cependant la localisation précise des zones à examiner n'est pas détaillée sur un plan ou schéma. Aucune note de calcul ne permet de comparer les mesures réalisées. Aucune traçabilité des mesures déjà réalisée n'est présente dans le dossier d'exploitation.

Le programme de contrôle ne permet pas de détecter une perte d'épaisseur sur l'équipement ni une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement.

L'ensemble des comptes-rendus d'inspection périodique examinés pour les équipements cités dans le constat précédent conclut à la conformité des équipements. Les périodicités de ceux-ci ont été respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]

- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

[...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

<p>Constats :</p> <p>Les équipements suivants sont en retard de requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le faisceau échangeur condenseur circuit HP n°94 200 A de marque DELAUNAY -76. LE HAVRE (PS = 24 bar, Volume = 2780 L) ; - le faisceau échangeur condenseur circuit BP n° 94 200 AA de marque DELAUNAY - 76.LE HAVRE (PS = 4 bar, Volume = 8150 L) ; - le réservoir d'air comprimé n° 700613 de marque WORTHINGTON 93 LE BOURGET (PS = 10,5 bar, Volume = 4960 L) ; - le réservoir d'air comprimé n° 45 KO 38 de marque PAUCAHARD -71. AUTUN (PS = 10 bar, Volume = 500 L) ; - le réservoir d'air comprimé n° X 2793 de marque X-PAUCHARD - 71 AUTUN (PS = 10,7 bar, Volume = 2000 L) ; - le réservoir d'air comprimé n ° X 2790 de marque X-PAUCHARD - 71 AUTUN (PS = 10,7 bar, Volume = 2000 L). <p>L'ensemble des comptes-rendus de rendus de requalification périodique du réacteur U2A n° 2006-23 de marque DEFAMETAL CHAMPIGN., conclut à la conformité des équipements. Les périodicités des requalifications pour ces équipements ont été respectées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>[...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
Constats :

<p>L'examen a été mené par sondage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réacteur U2A n°2006/23 : la soupape H+VALVES n°10794 est tarée à 15 bar (inférieure à la PS = 21 bar) ; • Tuyauterie barillet -GTA n° VH110 et barillet n°1330/1 : les soupapes SAPAG n°176359 tarée à 48 bar, n° 176360 tarée à 48 bar, n°176358 tarée à 50 bar, n°175565 tarée à 46 bar (inférieures ou égale à la PS = 50 bar).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection sur le terrain, une fuite d'eau a été observée au niveau de la calandre de l'échangeur condenseur circuit BP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94200 AA soumis au suivi en service.</p> <p>Il existe un risque que le niveau de sécurité de l'échangeur condenseur circuit BP DELAUNAY – 76. LE HAVRE n°94200 AA soit altéré.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours